

Jean Quatremer, journaliste à Libération, et sans doute le plus spécialisé sur les questions européennes et de la monnaie unique, vient de faire paraître en janvier 2019, chez Calmann-Lévy, une somme intitulée de manière très astucieuse : « Il faut achever l'euro ». Nous recommandons chaleureusement aux lecteurs de notre « historique de l'euro » de découvrir cet ouvrage important ; et pour leur mettre l'eau à la bouche, nous proposons deux extraits, l'un tiré de l'introduction et l'autre qui est à la fin de l'ouvrage.

« (...)

Cela étant, les « doctor doom » n'ont nullement innové dans leurs critiques. Les « pères de l'euro », ceux qui ont préparé, négocié et mis en œuvre le traité de Maastricht, savaient très bien qu'ils faisaient œuvre imparfaite. Mais, politiquement, ils ont été au maximum de ce qu'ils pouvaient concéder en termes d'abandon de souveraineté il y a trente ans. Tous pensaient que leurs successeurs couronneraient l'union économique et monétaire par

une union politique afin d'en assurer la pérennité. Ainsi, Hubert Védrine, qui a conseillé François Mitterrand avant de devenir le ministre des Affaires étrangères de Lionel Jospin (1997-2002), était persuadé, après le demi-échec du traité d'Amsterdam de 1997 censé progresser sur le chemin de l'union politique, que le lancement de l'euro produirait le « choc fédéral » absolument nécessaire.

Il n'en a rien été. Bien au contraire même. Le traité de Nice de décembre 2000 tout comme le traité constitutionnel européen de 2004 ont montré qu'il y avait une vraie *fatigue européenne*, ces deux textes ayant refusé tout nouveau transfert de souveraineté dans les domaines économique et budgétaire. Le double non des Français et des Néerlandais, en mai et juin 2005, consultés par référendum sur ce texte, a montré qu'une partie des citoyens eux-mêmes ne suivaient plus. Le traité de Lisbonne de 2007, entré en vigueur en 2009¹, n'a été qu'une reprise en mode mineur du défunt TCE, c'est-à-dire qu'il ne répondait nullement à la question de l'union politique. Autant dire que l'intégration fait du surplace depuis le lancement de l'euro, ce qui fait peser une menace durable sur son existence.

À chaque choc, les marchés vont s'interroger sur la

(...)

Pourtant, les solutions pour achever la construction de la zone euro sont simples et connues. Un budget représentant plusieurs points du PIB de la zone euro jouerait le même rôle que le budget fédéral américain, un Trésor européen doté de la capacité d'emprunter sur les marchés à des taux durablement bas, vu la taille de l'économie européenne, un ministre des Finances contrôlant ce budget sous la surveillance d'un Parlement de la zone euro, une Union bancaire achevée, etc. Une telle architecture permettrait surtout de relâcher le contrôle tatillon et adémocratique sur les budgets nationaux : puisque l'Ontario, au Canada, peut faire 15 % de déficit sans que cela

ne menace la stabilité du dollar canadien, pourquoi n'en serait-il pas de même pour le budget italien ? Et si un État fait faillite, cela relève de sa propre responsabilité et ce sera à lui d'administrer la cure d'austérité nécessaire sans que l'on puisse blâmer l'Europe. Bref, il s'agirait de créer une démocratie qui permette à la zone euro d'agir pour l'ensemble des citoyens européens sous leur contrôle et de laisser au niveau national ce qui relève de ce niveau.

Mais, vingt ans après la naissance de l'euro, ces réformes de bon sens restent du domaine du doux rêve. Seule une crise touchant de plein fouet l'Allemagne pourrait la faire évoluer. Ou alors un refus de ses partenaires, et notamment du plus puissant d'entre eux, la France, de poursuivre plus avant avec des solutions bricolées qui déstabilisent à chaque fois un peu plus l'édifice. Un combat perdu d'avance ? Pas sûr, puisque l'Allemagne sait qu'elle serait rendue responsable d'un échec de l'euro avec les risques géopolitiques que cela comporte. Le système actuel peut techniquement se maintenir longtemps. Mais comme il aboutit à dresser les démocraties et les peuples les uns contre les autres, Grecs contre Allemands, Français contre Allemands, Italiens contre Allemands, il est menacé de l'intérieur par la défiance des citoyens. L'euro, conçu comme un formidable accélérateur d'intégration et donc de paix, débouchant sur un retour de flamme des nationalismes, quelle ironie ! Le pire n'est certes jamais certain, mais il ne faut jamais sous-estimer l'incapacité humaine à le conjurer.

»